

Faut-il avoir été élu pour exiger un certain type de gouvernement ?

Les patrons exigent une coalition de centre-droit.

Elio Di Rupo leur suggère de se présenter aux élections.

Un agacement légitime ou déplacé ?

Qu'en leur for intérieur, les patrons préfèrent un gouvernement sans le PS et les syndicats une coalition incluant les socialistes, rien de vraiment étonnant. Mais que les premiers, singulièrement en Flandre, ne manquent aucune occasion pour mettre la pression, appelant ouvertement de leurs vœux une coalition de centre-droit, c'est moins banal. Cela a d'ailleurs fini par faire réagir le Premier ministre socialiste Elio Di Rupo. « Peut-être ont-ils envie de se présenter aux prochaines élections ? Ils auraient alors une légitimité démocratique... », a-t-il ironisé dans l'avion qui l'emmenait au Brésil.

Question : les partenaires sociaux – le 1^{er} mai, la FGTB avait de son côté dit préférer une coalition comprenant le PS ou Ecolo – outrepassent-ils leur rôle ?

« En Belgique, nous avons un système que certains appellent "néo-corporatiste", dans lequel les groupes de pression jouent un rôle très important, singulièrement dans le domaine socio-économique, explique Benoît Rihoux,

professeur à l'UCL et responsable du Cespil (Centre de science politique et de politique comparée). Mais ici, le contexte est différent. Il s'agit de négociations post-électorales. Mais il faut

savoir que les partenaires sociaux contactent très régulièrement les politiques, en leur glissant des notes techniques ou stratégiques, par exemple. Simplement, ce n'est pas rendu visible. Ici, non seulement c'est visible, mais c'est une tentative, surtout du côté patronal flamand, de changer le centre de gravité pour les coalitions. En ce sens, cela dépasse le "core business" des groupes de pression. »

Pour Pascal Delwit, professeur à l'ULB et membre du Cevipol (Centre d'étude de la vie politique de l'ULB), la nouveauté, c'est effectivement moins que les groupes de pression se manifestent en période pré- et post-électorale que l'affirmation très nette d'un type particulier de gouvernement. « On est frappé par le tir groupé du Voka, de l'Unizo, de la FEB, de l'Union wallonne des entreprises et de l'Union des classes moyennes, note-t-il. Ce n'est

certes pas le seul interlocuteur social qui se positionne : la FGTB a fait de même, en faveur d'une coalition avec le PS. Mais j'ai l'impression que c'est la première fois que le patronat se positionne en faveur d'un type de coalition. »

Est-ce gênant sur le plan démocratique ? « Ce n'est pas gênant dans le sens où les interlocuteurs sociaux sont là pour défendre des intérêts et prendre

position dans des débats politiques et sociaux, répond Pascal Delwit. Mais ce n'est pas gênant non plus que des hommes politiques rappellent que ceux qui se sont fait élire, ce ne sont pas les patrons. Il faut rappeler qu'il y a une différence d'essence entre un groupe de pression et un parti. Le premier fait pression sur le parti ou sur le politique. Mais in fine, seul le parti (de gouvernement) est confronté à un ensemble de contraintes politiques, budgétaires, juridiques, dont on imagine souvent mal l'ampleur. Et au terme de la législature, lui seul va devoir se présenter avec son bilan devant l'électeur. »

L'étonnement n'est-il pas essentiellement francophone ? La prise de parole dans les médias de patrons emblématiques est manifeste, et presque banalisée côté flamand... Pascal Delwit opine, mais ne note pas moins une radicalisation du monde patronal, laquelle dénote dans la tradition belge

de concertation sociale. « C'est d'ailleurs assez intéressant d'un point de vue politologique et sociologique, dans un moment de crise économique initialement causée par le privé, en l'occurrence le secteur bancaire », glisse-t-il... ■

WILLIAM BOURTON